



CONTRAT DE RAMONAGE

Entre soussignés

La société HERISSON67
Société à Responsabilité Limitée au capital de 579 000 euros
Siège social : 50, rue du lac
67038 STRASBOURG-CEDEX

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de
STRASBOURG sous le numéro TI B 791 970 320
Représentée par M. MARTIN, Co-gérant

Ci-après désigné "le Prestataire" d'une part,

MAISON DE LA MANUFACTURE
002 Rue de l'Ecole
67530 KLINGENTHAL

S/C de Etablissement public admi CC DES PORTES DE ROSHEIM
86, PLACE DE LA REPUBLIQUE
67560 ROSHEIM

Ci-après désigné "le Client" d'autre part,

II A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Par les présentes, **Le Prestataire** s'engage à fournir au **Client**, les prestations de **ramonage** des installations du **Client** décrites et situées en Annexe 1.

La vérification et l'entretien périodiques desdites installations seront réalisées selon les périodicités et programmes d'interventions décrites ci-dessous et définis d'un commun accord entre les parties, en fonction des besoins spécifiques du **Client** et des exigences légales et réglementaires.

Les prestations fournies sont soumises aux Conditions Générales de Prestations de Services du **Prestataire**, y compris ses barèmes de prix, que **Le Client** déclare parfaitement connaître et accepter, reconnaissant en avoir eu communication préalablement à la conclusion de la présente convention, dans les délais imposés par la loi, et qu'elles lui sont pleinement opposables

Article 2 : NATURE ET FREQUENCE DES PRESTATIONS

Le Prestataire s'engage sous sa propre responsabilité à exécuter les prestations de fournitures et de main d'œuvre nécessaires à la parfaite exécution des prestations définies dans le présent contrat. Dans le cadre de ses obligations, **Le Prestataire** assurera le ramonage des cheminées, poêles, chaudières.

2-1. Nature et fréquence des prestations à assurer

Le ramonage des cheminées aura lieu au minimum une fois par an sauf convention particulière en Annexe 1.

2-2 Travaux hors contrat

Si des travaux supplémentaires sont demandés par **Le Client** au **Prestataire**, ils seront réglés, après accord écrit préalable (avant exécution), du **Client** sur la base du devis détaillé présenté par **Le Prestataire**.

2-3 Rapports d'intervention suite à des anomalies constatées

Un rapport sera transmis au **Client** si une ou des anomalies ont été constatées après la prestation.

2-4. Relations avec le résident

Lors de la première intervention, le technicien informera l'occupant ou l'utilisateur à l'utilisation de son installation et sur les dangers de l'intoxication au monoxyde de carbone en cas de présence d'appareils fonctionnant avec des hydrocarbures combustibles liquides gazeux ou solides exemple, appareils de cuisson, chauffage d'appoint etc...).

Article 3 : INSTALLATION ET MODIFICATION DU NOMBRE D'APPAREILS A ENTRETENIR

En cours de contrat, le nombre et /ou le type d'installations à entretenir pourront être modifiés, en plus ou en moins, pour des causes diverses suppression, adjonction, modification des installations...).

A chaque modification des éléments contractuels, un avenant ou un nouveau contrat sera établi. Le regroupement des modifications sous un seul avenant est souhaité.

Il précisera notamment :

- la date d'effet de la modification
- les nouveaux équipements et leur nombre,
- les nouveaux prix de base de l'entretien déterminé à partir du tableau annexé à la pièce de base du contrat.

La date de fin du ou des avenants sera celle du contrat principal.

Article 4 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une **durée d'une année (1) ans** à compter de la date de signature du contrat.

Il se renouvellera ensuite par tacite reconduction par périodes **d'une année** à défaut de dénonciation par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception signifiée trois mois avant la fin de la période annuelle en cours.

Article 5 : MODALITES D'EXECUTION

Les périodes de congés annuels ne donnent droit à aucune diminution ou restriction de quelque nature qu'elle soit, des fréquences et prestations du présent contrat, des horaires comme définis dans les articles ci-dessous.

5-1 Horaires et annonce de la prestation d'entretien courant

L'entretien courant des installations doit être effectué pendant les jours ouvrés et durant les heures ouvrées en tout lieu d'exploitation du **Client**.

La date d'intervention du **Prestataire** devra correspondre à la date inscrite en **Annexe 1**, une tolérance de plus ou moins deux mois par rapport à cette date est accordée. Cette tolérance ne doit pas se traduire par une réduction du nombre total de visites prévues au contrat.

5-2 Bulletin de visite

Chaque intervention fera obligatoirement l'objet d'un bulletin de visite comportant la nature de l'intervention, son contenu succinct, les date ainsi que la signature du **Prestataire**.

5-3 Obligation de résultat

Le Prestataire a une obligation générale de résultat et de conseil vis-à-vis du **Client**.

En conséquence, **Le Prestataire** reste seul juge des produits, matériel et techniques utilisés. **Le Prestataire** devra les avoir soigneusement testés et rigoureusement sélectionnés, pour qu'ils soient adaptés à la spécificité des travaux réalisés. De plus, **Le Prestataire** restera responsable de toutes détériorations qui pourraient éventuellement à la suite de leur utilisation.

Article 6 : CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le Client peut à tout moment procéder ou faire procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler, à ses frais par un organisme technique, les installations et équipements concerné par le présent contrat. En conséquence, **Le Prestataire** du contrat s'engage à être représenté lors de ces visites réalisées par un expert, à la demande du **Client**. Ces contrôles et vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du **Prestataire** qui demeure pleine et entière. Dans le cas où ces contrôles démontreraient que les opérations d'entretien n'ont pas été effectuées conformément au contrat, **Le Prestataire** sera tenu de les effectuer à nouveau sans supplément de prix et rembourserait au **Client** les honoraires des organismes contrôleurs engagés.

Article 7 : REMUNERATION DU PRESTATAIRE

La rémunération du **Prestataire**, au titre des obligations objets du présent contrat et conformément aux tarifs du **Prestataire** convenus en **Annexe 1** fera l'objet d'une facturation lors de chacune des interventions conformément aux *Conditions Générales de Prestations de Services ou convention particulière en Annexe 1*.

Il est expressément convenu que ces tarifs sont fermes et non révisables pendant la première année. Les années suivantes une augmentation de 2% sera appliquée par le prestataire.

Article 8 : RESPONSABILITES-ASSURANCES-SECURITE

8 1. Responsabilité du Prestataire

8-1-1 Responsabilité des dommages

Le Prestataire du contrat assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens.

8-1-2 Responsabilité de bonne exécution

Le Prestataire est responsable de la bonne exécution et de la qualité de l'entretien.

Le Prestataire s'engage à assurer le bon fonctionnement des installations dans la mesure où toutes les règles d'installation et de bonne utilisation sont respectées.

8-2 Responsabilité du Client

Le Client s'interdit d'apporter ou de faire apporter quelque modification que ce soit aux installations prises en charge par **Le Prestataire** sans en informer celui-ci au préalable.

Il appartient au **Prestataire** de formuler, dans un délai d'un mois après fourniture du descriptif de la modification envisagée par **Le Client** soit son accord, soit ses observations ou réserves éventuelles sur la modification envisagée.

L'accord du **Prestataire** est considéré comme acquis si aucune réponse ne parvient au **Client** dans le délai imparti.

8-3 Assurances

Le Prestataire du contrat doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au **Client** à l'occasion de ses interventions objet du contrat.

Le Client sera donc en droit d'exiger du **Prestataire** de produire chaque année un justificatif de l'assurance qu'il a souscrite indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie ainsi que la franchise éventuelle. Si ce justificatif ne pouvait être produit dans les 2 mois suivant la mise en demeure effectuée par **Le Client**, le contrat pourrait être alors automatiquement résilié sans que **Le Prestataire** ne puisse exiger aucune indemnité.

Article 9 : OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client s'engage :

- à garantir au **Prestataire** le libre accès des parties communes dans le cas d'un contrôle d'accès par autorisation.
- **Le Client** s'interdit d'apporter ou de faire apporter quelque modification que ce soit aux installations prises en charge par **Le Prestataire** sans en informer celui-ci au préalable.
- **Le Client** s'engage à maintenir les installations en conformité avec les règles et à faire effectuer des modifications nécessaires si une réglementation nouvelle les imposait.

En cas de force majeure, au sens de l'article 1148 du code civil, **Le Prestataire** dans l'impossibilité d'effectuer ses services, ce dernier devra rechercher toutes les mesures satisfaisantes avec **Le Client**. Si aucune solution n'est possible, l'une ou l'autre des parties pourra demander la résiliation pure et simple du présent contrat, sans qu'il ne puisse y avoir droit à demande d'indemnité de part et d'autre.

Article 10 : RESILIATION ANTICIPEE

Le Prestataire, à la cessation de contrat, s'engage à laisser les installations en parfait état de fonctionnement, de propreté et de sécurité, situation qui sera constatée par un état des lieux contradictoire.

10-1 Inexécution fautive

Le présent contrat pourra être résilié par anticipation, par l'une ou l'autre des parties, en cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations y figurant et/ou de l'une quelconque des obligations inhérentes à l'activité exercée.

Sauf stipulations contraires du présent contrat prévoyant une résiliation immédiate lorsqu'il n'est pas possible de remédier au manquement, et après une tentative de conciliation restée infructueuse, la résiliation anticipée interviendra un mois après une mise en demeure signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la partie défaillante, indiquant l'intention de faire application de la présente clause résolutoire expresse, restée sans effet.

Si l'inexécution justifiant, aux termes de la présente clause, la résiliation du contrat, s'analyse en une faute grave du **Prestataire**, rendant impossible le maintien du lien contractuel, **Le Prestataire** sera privé de son droit à indemnité.

10-2° Cessation d'activité

Le présent contrat pourra également être résilié par anticipation en cas de liquidation ou redressement judiciaire de l'une ou l'autre des parties dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, et sous réserve, le cas échéant, des dispositions d'ordre public applicables.

Article 11 : CONSEQUENCES FINANCIERES DE LA CESSATION DU CONTRAT

La cessation du présent contrat, pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation anticipée, impose le règlement immédiat de toutes les sommes restant dues au **Prestataire** au titre du présent contrat.

Article 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Tous les litiges découlant du présent contrat y compris les litiges découlant de l'interprétation du présent contrat, devront avoir épuisé toutes les voies amiables avant d'être soumis aux Juridictions compétentes dans les conditions de droit commun.

Article 13 : DOCUMENTS ANNEXES

De convention expresse, tous les documents annexés au présent contrat en font partie intégrante et forment, avec celui-ci, un ensemble indivisible dans l'esprit des parties.

Article 14 : NULLITE PARTIELLE

L'annulation de l'une des stipulations du présent contrat n'entraînerait l'annulation de celui-ci dans son ensemble, que pour autant que la stipulation litigieuse puisse être considérée, dans l'esprit des parties, comme substantielle et déterminante, et que son annulation remette en cause l'équilibre général de la convention. En cas d'annulation d'une des stipulations du présent contrat, considérée comme non substantielle, les parties s'efforceront de négocier une clause économiquement équivalente.

Article 15 : ELECTION DE DOMICILE

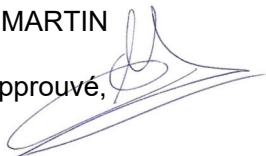
Pour les besoins des présentes, les parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs. Toute modification devra être signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre partie, afin de lui être opposable.

Fait à STRASBOURG-CEDEX
Le 25/02/2026
En double exemplaire

Le Prestataire

Michel MARTIN

Lu et approuvé,



Le Client (cachet, nom et signature)

Lu et approuvé,

ANNEXE 1

CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ ET CONDITIONS PARTICULIÈRES

Numéro de contrat :

CO07128

Adresse des travaux :

002 Rue de l'Ecole
67530 KLINGENTHAL

Périodicité et fréquence de ramonage :

| Passage 1 |
|-----------|
| Novembre |

Descriptif des interventions :

Passage 1 - Novembre

| Code travail | Description travail | Quantité | Montant HT |
|--------------|------------------------------|----------|------------|
| RAMDIVERS | Ramonage d'une cheminée fuel | 1 | 33,77 |

| | |
|----------------------------|-------|
| Montant Total HT Passage 1 | 33,77 |
|----------------------------|-------|

| | |
|------------------------------------|-------|
| <u>MONTANT TOTAL HT DU CONTRAT</u> | 33,77 |
|------------------------------------|-------|

CONDITIONS GÉNÉRALES DE PRESTATIONS DE SERVICES

Article Premier : Champ d'application

Les présentes Conditions Générales de Vente s'appliquent, sans restriction ni réserve à tout achat de services de ramonage de cheminées et chaudières et d'entretien VMC («Les Services») proposés par la Société HERISSON 67 («Le Prestataire») aux Clients professionnels et non professionnels («Les Clients ou le Client»).

Les caractéristiques principales des Services, sont présentées sur les documents commerciaux du Prestataire et sur le site Internet <http://www.herisson67.fr>.

Le Client est tenu d'en prendre connaissance avant toute passation de commande. Le choix et l'achat d'un Service est de la seule responsabilité du Client.

Ces conditions s'appliquent à l'exclusion de toutes autres conditions, et notamment celles applicables pour d'autres circuits de commercialisation des Services ou sur Internet. Elles sont systématiquement communiquées à tout Client préalablement à la conclusion du contrat de fourniture des Services et prévaudront, le cas échéant, sur toute autre version ou tout autre document contradictoire.

Le Client déclare avoir pris connaissance des présentes Conditions Générales de Ventes et les avoir acceptées avant la conclusion du contrat de fourniture des Services. Ces Conditions Générales de Vente pouvant faire l'objet de modifications ultérieures, la version applicable à l'achat du Client est celle en vigueur au jour de la conclusion du contrat.

Les coordonnées du Prestataire sont indiquées en bas des présentes.

Article 2 : Commandes

Compte tenu des dispositions légales toutes les commandes sans établissement d'un devis préalable sont prises sous les réserves expresses :

- de l'exercice de la faculté de renonciation offerte au Client non professionnel dans les délais et formes rappelées ci-dessous ;
- de la confirmation du contrat par le Prestataire, étant précisé par défaut de dénonciation du contrat dans un délai de quinze jours à compter de la date de signature équivaut à un accord définitif.

Pour des services donnant lieu à l'établissement d'un devis préalable, la vente de Services ne sera considérée comme définitive qu'après :

- Etablissement d'un devis par le Prestataire et envoi au Client de la confirmation de l'acceptation de la commande par tout moyen écrit. Les devis établis par le Prestataire sont valables pendant une durée de trente jours.
- Validation du devis et des autres modalités éventuelles de fourniture des Services par le Client par tout moyen écrit.

En cas d'annulation d'une commande sur devis par le Client après son acceptation par le Prestataire, pour quelque raison que ce soit hormis la force majeure, l'acompte versé à la commande sera de plein droit acquis au Prestataire et ne pourra donner lieu à un quelconque remboursement.

La passation d'une commande de Services implique la conclusion d'un contrat d'une durée minimum de douze (12) mois renouvelable pour une même durée par tacite reconduction.

Aux termes de l'article L 136-1 du Code de la Consommation, littéralement reproduit :

« Le professionnel Prestataire de services informe le consommateur par écrit, par lettre nominative ou courrier électronique dédiés, au plus tôt trois mois et au plus tard un mois avant le terme de la période autorisant le rejet de la reconduction, de la possibilité de ne pas reconduire le contrat qu'il a conclu avec une clause de reconduction tacite.

Cette information, délivrée dans des termes clairs et compréhensibles, mentionne, dans un encadré apparent, la date limite de résiliation.

Lorsque cette information ne lui a pas été adressée conformément aux dispositions du premier alinéa, le consommateur peut mettre gratuitement un terme au contrat, à tout moment à compter de la date de reconduction.

Les avances effectuées après la dernière date de reconduction ou, s'agissant des contrats à durée indéterminée, après la date de transformation du contrat initial à durée déterminée, sont dans ce cas remboursées dans un délai de trente jours à compter de la date de résiliation, déduction faite des sommes correspondant, jusqu'à celle-ci, à l'exécution du contrat.

A défaut de remboursement dans les conditions prévues ci-dessus, les sommes dues sont productives d'intérêts au taux légal. Les dispositions du présent article s'appliquent sans préjudice de celles qui soumettent légalement certains contrats à des règles particulières en ce qui concerne l'information du consommateur.

Les trois alinéas précédents ne sont pas applicables aux exploitants des services d'eau potable et d'assainissement. Ils sont applicables aux consommateurs et aux non-professionnels ».

Article 3 : Délais d'exécution des travaux

La date de début d'exécution des travaux est la date limite à laquelle le Prestataire s'engage à commencer les travaux, conformément à l'article L.114-1 du Code de la consommation.

Le délai d'achèvement des travaux indiqués sur le contrat sera automatiquement prorogé dans les cas suivants :

- En cas de retard dans la mise à disposition des lieux du chantier par le Client ;
- En cas de défaut de respect des modalités de paiement prévues aux conditions particulières ;
- En cas de force majeure ou fait d'un tiers.

Article 4 : Prix

Les Services proposés par le Prestataire sont fournis aux tarifs mentionnés sur le contrat ou le devis établi par le Prestataire lors de l'enregistrement de la commande. Les prix sont exprimés en Euros, HT et TTC.

Ces tarifs sont fermes et non révisables pendant leur période de validité, telle qu'indiquée sur le contrat. Le Prestataire se réservant le droit, hors cette période de validité, de modifier les prix à tout moment.

Le paiement demandé au Client correspond au montant total de l'achat.

Une facture est établie par le Prestataire et remise au Client lors de la fourniture des Services commandés.

Tous travaux non prévus explicitement au contrat seront considérés comme travaux supplémentaires. Le Prestataire devra exiger la signature d'un avenant

avant leur exécution. Le Prestataire sera toutefois habilité, en cas d'urgence, à prendre toute disposition conservatoire nécessaire aux frais du Client sous réserves d'en informer ce dernier.

Article 5 : Paiement - Pénalités de retard

Sauf convention contraire, le prix est payable comptant, en totalité au jour de réalisation de la prestation, en espèces, par chèque ou Virement bancaire.

En cas de paiement différé, Le Prestataire se réserve d'exiger le règlement d'un acompte ou l'intégralité du prix de vente lors de la passation de la commande ou à réception de la facture, en fonction de la nature ou du montant de la commande ou à raison d'incidents de paiement récurrents.

Pour tout paiement différé, celui-ci doit intervenir à l'échéance figurant sur la facture correspondante. Aucun escompte n'est accordé pour paiement anticipé.

Sauf accord préalable et exprès du Prestataire pour une prorogation de l'échéance figurant sur la facture, tout retard de paiement imputable au Client entraîne :

* Cumulativement pour les Clients professionnels :

- l'exigibilité immédiate et automatique de toutes les sommes dues par Le Client, quel que soit le mode de règlement prévu,
- l'application de pénalités de retard correspondant au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 (dix) points et majorée d'une indemnité forfaitaire de 40€ (quarante euros) pour frais de recouvrement et ce, sans préjudice de toutes indemnités que notre société pourrait réclamer.

* Pour les Clients consommateurs : l'exigibilité immédiate et automatique de toutes les sommes dues par Le Client,

En outre, Le Prestataire se réserve de suspendre ou de résilier toutes les commandes en cours du Client, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse. Le montant des intérêts de retard peut être imputé de plein droit, sur toutes remises, ristournes, avoirs ou rabais spécialement accordés par Le Prestataire.

Le Prestataire ne sera pas tenu de procéder à la délivrance des Services commandés par Le Client si celui-ci ne lui en paye pas le prix en totalité dans les conditions et ci-dessus indiquées.

Aucun frais supplémentaire, supérieur aux coûts supportés par Le Prestataire pour l'utilisation d'un moyen de paiement ne pourra être facturé au Client.

Article 6 : Fourniture des services aux non professionnels

Le contrat sera considéré comme résolu à la réception par le Prestataire de la lettre ou de l'écrit l'informant de cette résolution, sauf si le Prestataire s'est exécuté entre-temps (C. conso. art. L 138-2, al.2). La résolution sera immédiate lorsque :

- le professionnel refusera de livrer le bien ou de fournir le service ;
- la date ou le délai contractuel méconnu constituera pour le consommateur une condition essentielle du contrat, ce caractère pouvant être déduit des circonstances qui entourent la conclusion du contrat ou résulter d'une demande expresse du consommateur avant la conclusion du contrat.

Lorsque le contrat aura été résolu en application de l'article L 138-2, le Prestataire sera tenu de rembourser au consommateur la totalité des sommes versées, au plus tard dans les quatorze jours qui suivent la date de dénonciation du contrat (C. conso. art. L 138-3).

Des majorations seront appliquées en cas de retard de remboursement : *10 % si le remboursement intervient dans les trente jours au-delà de ce terme, *20 % jusqu'à soixante jours et 50 % au-delà.

Les Services commandés par le Client seront fournis dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la validation définitive de la commande du Client, dans les conditions prévues au Contrat et aux présentes Conditions Générales de Vente, à l'adresse indiquée par le Client lors de sa commande.

Le Prestataire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour fournir les Services commandés par le Client dans les délais ci-dessus précisés. Toutefois, ces délais sont communiqués à titre indicatif.

Si les Services commandés n'ont pas été fournis dans un délai de trente jours après la date indicative ci-dessus précisée, pour toute autre cause que la force majeure ou le fait du Client, la vente pourra être résolue à la demande écrite du Client dans les conditions prévues aux articles L 138-2 et L 138-3 du Code de la consommation.

Les sommes versées par le Client lui seront alors restituées au plus tard dans les quatorze jours qui suivent la date de dénonciation du contrat, à l'exclusion de toute indemnisation ou retenue.

Article 7 : Responsabilités du Prestataire - Garanties

Le Prestataire garantit, conformément aux dispositions légales et sans paiement complémentaire, le Client, contre tout défaut de conformité ou vice caché, provenant d'un défaut de conception ou de réalisation des Services commandés dans les conditions et selon les modalités définies au Contrat et/ ou aux présentes Conditions Générales de Vente.

Afin de faire valoir ses droits, le Client devra informer le Prestataire, par écrit, de l'existence des vices ou défauts de conformité dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la fourniture des Services. Le Prestataire remboursera ou rectifiera ou fera rectifier (dans la mesure du possible) les Services jugés défectueux dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente (30) jours suivant la constatation par le Prestataire du défaut ou du vice. Le remboursement s'effectuera par crédit sur le compte bancaire du Client ou par chèque bancaire adressé au Client.

La garantie du Prestataire est limitée au remboursement des Services effectivement payés par le Client et le Prestataire ne pourra être considéré comme responsable ni défaillant pour tout retard ou inexécution consécutif à la survenance d'un cas de force majeure habituellement reconnu par la jurisprudence française.

Article 8 : Limites de garanties

Le Prestataire se trouve dégagé de toute responsabilité lorsque :

- La qualité de l'intervention qu'elle a effectuée n'est pas la cause de l'incident objet de la réclamation du Client ;
- La défectuosité constatée tient au fait que l'installation est vétuste ou n'a pas été entretenue normalement et/ ou que le Client a fait réparer ou entretenir l'installation par une personne non qualifiée et/ ou hors le respect des préconisations du constructeur et/ ou fabricant et/ ou distributeur et/ ou fournisseur et/ ou de l'installateur et/ ou des normes en vigueur (NF DTU 24.1 , 24.2 et/ ou des Avis Techniques et/ ou de tout autres recommandations ou obligations relatifs aux Travaux de Fumisterie.
- Les fréquences de ramonage définies par le Règlement Sanitaire Départementale ne sont pas respectées.
- Les contrôles, après tubage, ne sont pas effectués périodiquement selon NF DTU 24.11 P1 Article 14.6 et annexe C.
- La non-conformité totale ou partielle de l'ouvrage.
- Insuffisance d'informations technique de l'ouvrage,

- L'installation a été utilisée dans des conditions qui ne sont pas conformes à celles prescrites par le fabricant
- Le combustible n'est pas adapté à l'utilisation (bois humide, bois vert ...).

Article 10 : Information précontractuelle - Acceptation du Client

Avant que le consommateur soit lié par contrat, le professionnel devra lui communiquer les informations suivantes :

- les caractéristiques essentielles du bien ou du service, compte tenu du support de communication utilisé et du bien ou du service concerné ;
- le prix du bien ou du service ;
- en l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel le professionnel s'engage à livrer le bien ou à exécuter le service, quel que soit son prix ;
- les informations relatives à son identité, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques, et à ses activités, si elles ne ressortent pas du contexte, ainsi que, s'il y a lieu, celles relatives aux garanties légales, aux fonctionnalités du contenu numérique et, le cas échéant, à son interopérabilité, à l'existence et aux modalités de mise en œuvre des garanties et autres conditions contractuelles.

La liste et le contenu précis de ces informations seront fixés par décret.

Le Client reconnaît avoir eu communication, préalablement à l'achat immédiat ou à la passation de sa commande, d'une manière claire et compréhensible, des présentes Conditions Générales de Vente et de toutes les informations et renseignements visés aux articles L 111-1 à L 111-7 du Code de la consommation, et en particulier :

- les caractéristiques essentielles des Services ;
- le prix des Services et des frais annexes (déplacement, par exemple) ;
- en l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel Le Prestataire s'engage à réaliser les Services ;
- les informations relatives à l'identité du Prestataire, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques, et à ses activités, si elles ne ressortent pas du contexte ;
- les informations relatives aux garanties légales et contractuelles et à leurs modalités de mise en œuvre ;
- la possibilité de recourir à une médiation conventionnelle en cas de litige.

Le fait pour une personne physique (ou morale), de commander un Service emporte adhésion et acceptation pleine et entière des présentes Conditions Générales de Vente, ce qui est expressément reconnu par le Client, qui renonce, notamment, à se prévaloir de tout document contradictoire, qui serait inopposable au Prestataire.

Article 11 : Informatique et Liberté

Des informations et données personnelles concernant le Client sont nécessaires à la gestion de sa commande par le Prestataire. Elles peuvent dans ce cadre être transmises à des sociétés tierces en charge de l'exécution des commandes aux fins de leur gestion, exécution, traitement ou service après-vente. L'appel téléphonique du Client au Prestataire peut aussi faire l'objet d'un enregistrement sur un support informatique. Ces informations et données sont également conservées à des fins de sécurité, afin de respecter les obligations légales et réglementaires ainsi que pour permettre au Prestataire d'améliorer et de personnaliser les services proposés à ses Clients.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée le 6 août 2004, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données personnelles le concernant. Il peut exercer ce droit en écrivant au siège social de HERISSON 67. Sauf opposition de sa part, ces données pourront être transmises aux partenaires de la société ou utilisées pour l'informer sur d'autres produits de la société.

Article 12 : Litiges et Droit applicable

Les présentes Conditions Générales de Vente sont soumises au Droit Français.

En cas de litige, une solution amiable sera recherchée avant toute action judiciaire. Le Client peut recourir à la médiation ou à tout mode alternatif de règlement des litiges. A défaut, toute action judiciaire sera portée devant les tribunaux compétents du lieu du domicile du défendeur.

Date et signature du client qui atteste avoir pris connaissance des présentes conditions générales de vente :